

Déclaration du CEN - 14 mai 2018

**Le PCF s'engage pour réussir, le 26 mai, partout en France, face à Macron, une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité**

Le premier anniversaire de la cordée conduite par Emmanuel Macron, son gouvernement et la majorité parlementaire est marqué par des fronts de contestation, des mobilisations et des luttes multiples. Les masques du «et en même temps» et d'une communication à l'américaine tombent les uns après les autres. Aujourd'hui, selon un récent sondage, 86 % de la population dit ne pas avoir bénéficié de la politique engagée par le nouveau pouvoir. Seuls les plus fortunés, les actionnaires, les grands patrons peuvent dire « Merci Macron ».

Emmanuel Macron a fait le choix de l'autoritarisme, du passage en force et du mépris de classe. Son objectif est d'imposer une restructuration complète de notre société en s'attaquant prioritairement à l'égalité, la justice sociale et la solidarité. Cette stratégie s'accompagne d'une dérive atlantiste et militariste lourde de dangers.

La politique Macron est contestée par des mobilisations et des luttes nombreuses dans le pays, par des actions syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui, malgré le matraquage des médias dominants, font entendre l'exigence d'autres choix politiques.

A la **SNCF**, alors que le gouvernement comptait sur l'isolement des cheminots et la division des syndicats, la bataille ferroviaire engagée par l'intersyndicale a changé la donne. Le débat, que ne voulait absolument pas Emmanuel Macron et son premier ministre, porte aujourd'hui sur une question : quelle ambition pour le ferroviaire public ? Face aux arguments qui lui sont opposés et aux contre-propositions inscrites dans la plate-forme des syndicats pour un véritable développement du rail, le gouvernement est en grande difficulté. Le PCF renouvelle son soutien aux grèves en cours et à l'organisation du « **Vot'action** » qui permettra aux 150 000 cheminots de s'exprimer. Au-delà, le PCF propose une votation citoyenne permettant à chacun de dire son approbation ou son opposition à cette réforme. Les militant·e·s communistes vont poursuivre et amplifier le travail d'explication, de décryptage des enjeux, et de propositions partout dans le pays. La bataille du rail qui s'engage au Sénat va être importante. Notre groupe y portera notamment l'exigence de solutions prenant en charge la dette de la SNCF et d'une garantie de propriété publique de la SNCF passant par l'incessibilité des titres détenus par l'État.

A **Air France**, en réponse au chantage et aux intimidations de la direction de la compagnie, les organisations syndicales, là aussi dans un cadre unitaire, ont obtenu une magnifique victoire, qui conforte l'ensemble du mouvement syndical et social. Plus de 80 % des salariés se sont exprimés avec une très nette majorité n'acceptant pas les propositions du PDG d'Air France. Il revient maintenant à l'État, qui est l'actionnaire principal, de prendre en main l'avenir de la compagnie en commençant par donner satisfaction aux revendications salariales de celles et ceux qui sont la richesse de cette compagnie.

A **Carrefour**, et dans de nombreuses entreprises privées, des mobilisations se font jour pour l'emploi, les conditions de travail et l'augmentation des salaires.

Dans les **universités**, le gouvernement s'emploie à marginaliser le mouvement de contestation de **ParcourSup** et de la loi **ORE** et à briser les mobilisations des syndicats en cours, y compris par l'intervention des forces de l'ordre lors des assemblées générales ou pour assurer la tenue d'examens dans des conditions inacceptables. Une pression de plus en plus forte s'exerce sur les enseignants, menacés de sanctions disciplinaires. Alors que 65 000 étudiants supplémentaires

sont attendus lors de la prochaine rentrée universitaire, ce qui est une très bonne chose, le dispositif actuel va de nouveau conduire à une situation ingérable et à une sélection renforcée. Le PCF appelle donc à poursuivre et à amplifier la mobilisation. Les sections du PCF s'ouvrent pour organiser des révisions du Bac et préparer, avec les bacheliers sans affectation, la prochaine rentrée scolaire.

Dans les **Hôpitaux**, le tour de France engagé par les parlementaires communistes établi, à chaque étape, le même constat. L'hôpital public ne tient qu'à un fil, celui du dévouement des personnels. Les équipes sont épuisées. C'est tout un système qui dysfonctionne avec des soignants totalement débordés et à bout. Une récente note interne aux services du ministère de la santé, annonce, contrairement aux déclarations publiques de la ministre, qu'il existe bel et bien un nouveau plan d'économie de 1,2 milliards d'euros à prélever sur la masse salariale entre 2018/2022, soit l'équivalent de 30 000 postes sur 5 ans. L'hôpital public ne s'en relèverait pas. Le PCF appelle à démultiplier les initiatives pour la défense de nos hôpitaux et pour un système de santé répondant aux besoins humains. La rencontre nationale de bilan du Tour de France organisée par les parlementaires communistes le 5 juillet sera une étape nationale importante.

Dans l'**Energie**, l'annonce de la privatisation des barrages hydrauliques a été une onde de choc qui a donné corps à un vaste mouvement unitaire pour sauvegarder ce bien public. Les chaînes humaines que nous avons initiées font des émules.

Suite à la remise en cause du statut de l'**Office national des Forêts**, nous serons le 17 mai prochain dans les manifestations unitaires pour préserver nos forêts et la filière bois.

Dans un tel contexte, la journée de **mobilisation dans la fonction publique**, le 22 mai prochain, à l'appel de l'ensemble des fédérations, est un rendez-vous de très grande importance. La réussite de cette journée permettra de faire entendre les exigences et les propositions sur une question essentielle dans la confrontation politique et idéologique qui nous oppose à Emmanuel Macron. Dire la nécessité du développement et de l'élargissement des services publics, des biens communs, c'est dire le choix de société qui est le notre, celui d'une égalité réelle.

Concernant les **quartiers populaires**, le président de la République a commandé un rapport, en novembre dernier, à Jean-Louis Borloo. Ce dernier, après un travail collectif, en lien direct avec les élus et les associations, vient de lancer un cri d'alarme. Le diagnostic est clair et s'impose à tous, à commencer par Emmanuel Macron, nous devons ramener la République dans les quartiers populaires. La généralisation des expérimentations locales qui ont réussi est la piste à suivre. Les moyens financiers, moitié moins que le coût du CICE, doivent être mobilisés. Les élus locaux et les associations doivent être au cœur du dispositif de mise en œuvre et de suivi des actions qui seront engagées. Emmanuel Macron donnera ses arbitrages le 22 mai. Il s'agira d'un moment de vérité. Le PCF appelle à la mobilisation pour une pression maximum sur le gouvernement. Le 9 juin, la Marche sur l'Élysée des Hauts-de-France permettra de faire entendre les oubliés de la République mobilisés pour la dignité et contre l'austérité.

Face à ces fronts de mobilisation, la stratégie à l'Élysée, à Matignon et dans les ministères est de miser sur des oppositions sectorielles, qui ne convergent pas en les réprimant.

Le PCF appuie le processus de travail unitaire qui a conduit à la proposition d'une journée de **mobilisation le samedi 26 mai** avec toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques qui veulent ensemble réussir un beau rendez-vous citoyen. Dans le respect des champs d'interventions respectifs, sans qu'aucune composante à cette construction unitaire inédite ne cherche à s'imposer, à dominer, nous appelons nos organisations et nos adhérents à œuvrer à la réussite de cette journée « marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité » à dif-

fuser très largement l'appel unitaire, à créer les conditions, partout dans le pays, d'une journée qui rassemble le plus fortement possible pour des alternatives à la désastreuse politique d'Emmanuel Macron et du gouvernement. Les organisations du Parti, ses adhérent·e·s, ses élu·e·s, en fonction des réalités locales, sont invité·e·s à co-organiser dans leurs villes et leurs villages soit le vendredi 25 au soir, soit le samedi 26 au matin, les rassemblements unitaires pour permettre une convergence vers les manifestations départementales ou régionales décidées.